

Adopté par la conférence des présidents de parti le 30 septembre 2016 et par l'Assemblée des délégués du 1<sup>er</sup> octobre 2016\*

## Engagement pour les accords bilatéraux

### Oui aux bilatérales, non à l'adhésion

L'accès au marché commun européen est primordial pour notre population et nos entreprises, car l'Union européenne (UE) est le partenaire économique, social et culturel le plus important de la Suisse. Pour le PLR.Les Libéraux-Radicaux, les accords bilatéraux sont et resteront la voie royale : ils offrent des solutions sur mesure entre la Suisse et l'UE, qui profitent tant à l'un qu'à l'autre.

#### 1. Les bilatérales répondent aux besoins de la Suisse

- › Grâce aux bilatérales, nos entreprises ont un accès illimité au marché européen. Cela fait baisser les coûts, promeut l'innovation et garantit des emplois de qualité. Les accords bilatéraux garantissent l'attractivité et la compétitivité de la Suisse.
- › Un accord de libre-échange entre la Suisse et l'UE ne permet pas d'égaliser les avantages des accords bilatéraux.
- › Le PLR refuse clairement l'adhésion à l'UE.

#### 2. La suppression des bilatérales nuit à la Suisse et à l'Europe

L'UE est le partenaire économique le plus important de la Suisse. Notre pays est le troisième partenaire économique de l'UE et le deuxième investisseur le plus important dans l'Union européenne. La fin des bilatérales mettrait en danger de nombreux emplois en Suisse et péjorerait notre prospérité. Cela aurait des conséquences dramatiques pour les deux parties, telles que :

- › Le retour de nombreux obstacles économiques non tarifaires.
- › La création d'un monstre bureaucratique onéreux aux postes de douanes.
- › Une situation d'insécurité juridique.
- › Une détérioration du commerce transfrontalier.
- › La suppression de droits mutuels juridiquement ancrés (ex : la libre-circulation dans l'UE, accords aériens) et l'accès simplifié à la meilleure main d'œuvre de l'UE pour nos entreprises.
- › Un risque que la Suisse redevienne un pays extérieur à Schengen/Dublin (ce qui signifierait une réintroduction des contrôles aux frontières et une augmentation du nombre de demandes d'asile à traiter).
- › Une perte, pour la Suisse, de l'association à d'importants programmes et dossiers de l'UE, comme par exemple la formation, la recherche (Horizon 2020), la justice et l'immigration, la collaboration pour lutter contre la criminalité et le terrorisme, etc. Les problèmes internationaux ne peuvent être résolus que par une collaboration avec nos partenaires étrangers).
- › La relégation des relations Suisse-UE au niveau de celles entretenues avec d'autres Etats tiers.

Tout cela signifie : de la décroissance pour les marchés, une perte de compétitivité, une augmentation des dépenses et des coûts de production, des délocalisations (taux de chômage plus élevé, pertes de recettes fiscales et charges sociales plus élevées), une diminution de la sécurité et l'isolation du pôle de recherche suisse.

#### 3. Les accords bilatéraux sont la voie royale pour la Suisse

Le PLR.Les Libéraux-Radicaux s'engage pour la garantie des bilatérales, afin de protéger la place économique suisse, nos emplois, notre sécurité et notre prospérité de conséquences négatives. Sans les accords bilatéraux, le modèle à succès suisse pourrait être massivement freiné et mis en danger. La Suisse serait de plus en plus isolée.

\* Les lignes rouges adoptées par l'Assemblée des délégués du 27 juin 2015, à Amriswil, concernant un éventuel développement des accords bilatéraux avec l'UE doivent être respectées.